



**DIRECTION DE L'IMMOBILIER**  
56 rue de Lille  
75007 Paris

## **MARCHES PUBLICS DE SERVICES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)**

---

**Exploitation, maintenance et supervision des bornes  
IRVE sur les sites de la CDC en Ile-de-France, à  
Bordeaux et à Angers**

---

**Marché n°20265119**

Annexe n°1 : Traitement des données personnelles (RGPD)  
Annexe n°2 : Attestation de non-conflit d'intérêt

## Table des matières

<b>1 - Dispositions générales du contrat</b> .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Forme de contrat .....	4
1.4 - Description des prestations .....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
<b>3 - Durée du marché</b> .....	6
<b>4 - Délais d'exécution</b> .....	6
<b>5 - Prix des prestations</b> .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
<b>6 - Garanties financières</b> .....	7
<b>7 - Avance</b> .....	7
<b>8 - Modalités de règlement des comptes</b> .....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
<b>9 - Conditions d'exécution des travaux</b> .....	12
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	12
9.2 - Implantation des ouvrages .....	13
9.3 - Etudes d'exécution .....	13
9.4 - Installation et organisation du chantier .....	13
9.4.1 - Installation de chantier .....	13
9.4.2 - Signalisation de chantier .....	13
9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	13
9.5.1 - Gestion des déchets de chantier .....	13
9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	13
9.5.3 - Documents à fournir après exécution .....	13
9.6 - Réception des travaux .....	14
9.7 - Lieu d'exécution .....	14
9.8 - Obligations du Titulaire .....	14
9.9 - Obligation de confidentialité et de sécurité des données .....	15
9.10 - Obligation de conseil et de mise en garde .....	16
9.11 - Garanties des prestations .....	16
9.11.1 - Garantie en contrefaçon .....	16
9.11.2 - Autres garanties .....	17
9.12 - Travail clandestin .....	17
9.13 Protection des données à caractère personnel .....	17
9.14 Clause déontologique .....	18
<b>10 - Constatation de l'exécution des prestations</b> .....	18
<b>11 - Pénalités</b> .....	18
11.1 - Conditions générales d'application .....	18
11.2 - Pénalités pour retard .....	19
<b>12 - Responsabilités et Assurances</b> .....	20
12.1 - Responsabilités .....	20
12.2 - Assurances .....	21

<b>13 - Résiliation du contrat.....</b>	<b>23</b>
13.1 - Conditions de résiliation.....	23
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	23
<b>14 - Règlement des litiges et langues.....</b>	<b>24</b>
<b>15 - Clauses complémentaires.....</b>	<b>24</b>
15.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement à la LCB-FT .....	24
15.2 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur .....	24
15.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption .....	24
15.4 - Régularité administrative du Titulaire.....	25
15.5 - Changement de circonstances .....	26
<b>16 - Encadrement des flux financiers du contrat.....</b>	<b>26</b>
16.1 Gestion des demandes de subvention par le titulaire .....	26
16.2 Conventionnement des flux financiers.....	26
<b>17- Reporting RSE .....</b>	<b>27</b>
<b>18 - Dérogations.....</b>	<b>27</b>

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet l'exploitation, la maintenance, la supervision et la mise à disposition d'un service de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides de la flotte de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur ses sites de Paris (Ile-de-France), Bordeaux et Angers.

## 1.2 - Décomposition du contrat

La présente consultation n'est pas allotie car les prestations ne peuvent faire l'objet de dévolution distincte.

## 1.3 - Forme de contrat

Le présent contrat donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Le marché est composé de prestations exécutées par le biais de bons de commande en application du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), sans montant minimum et avec un montant maximum en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre donnera lieu à l'émission de bons de commande, dans la limite du montant maximum suivant (sur la durée totale du contrat) :

Montant maximum HT
730 000 €

## 1.4 - Description des prestations

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) publiée au Journal Officiel le 26 décembre 2019, et la Loi Climat et Résilience publiée au Journal Officiel le 24 août 2021, renforcent les obligations liées au développement des mobilités durables, pour parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050. Notamment les obligations liées au renouvellement de flotte automobile des entreprises et d'installation d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques (IRVE).

Pour soutenir cet objectif, la CDC recherche un exploitant pour son service de recharge de ses véhicules sur son lieu de travail.

Dans le cadre de ce service, il devra être mis en place un système de supervision permettant :

- Un suivi de la performance global du service,
- Un contrôle interne efficace sur l'utilisation de ces bornes par les usagers,
- Un suivi de la consommation par point de charge, par site et par usager.

Les bons de commande pourront porter sur une ou plusieurs prestations prévues au sein du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) au fur et à mesure des besoins.

Les prestations sont décrites au CCTP.

## **1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur émettra les bons de commande au fur et à mesure et en fonction de ses besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par le Pouvoir Adjudicateur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents du marché, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur pourront être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le Titulaire. Le Pouvoir Adjudicateur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du marché peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra également attribuer un accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passés en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser quatre ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE), par le Titulaire et la Caisse des dépôts et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes : Annexe 1 RGPD, Annexe 2 attestation de non conflit d'intérêt;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes : Annexe 1 préprogramme, Annexe 2 : plans;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique remis par le Titulaire dans son offre ;
- Le cadre de réponse RSE ;
- Les bons de commande notifiés au Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur en exécution du marché ;
- Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC 4).

### 3 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement une fois, pour une durée de deux (2) années supplémentaires sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

### 4 - Délais d'exécution

Les délais d'intervention des prestations prévues pour la phase d'exploitation sont précisés au CCTP ou le cas échéant dans les bons de commande.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable au Pouvoir Adjudicateur.

### 5 - Prix des prestations

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du présent Accord-cadre sont réglées à **prix unitaire** par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Dans tous les cas, les prix de l'Accord-cadre sont réputés comprendre toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de gestion, de main-d'œuvre, toutes les fournitures, carburant, les frais de réalisation des livrables prévus dans le CCTP (notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE), tous droits ou taxes pouvant frapper les fournitures et les prestations, ainsi que tous frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

#### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, ces prix sont révisés **annuellement**, à date d'anniversaire de l'Accord-cadre, par application aux prix de l'Accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

- **Pour les prestations de travaux :**

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times (BT47(n) / BT47(o))$$

Où :

- C<sub>n</sub> = coefficient de révision ;
- BT47 = index BT47 « Index du bâtiment - Electricité - Base 2010 », utilisé comme index de référence ;
- BT47(n) = valeur de l'index BT47 du mois au cours duquel s'appliquent les nouveaux prix révisés ;
- BT47(o) = valeur de l'index de référence au mois zéro (mois de réception des offres).

- **Pour les prestations de maintenance et de supervision :**

$$C_n = ICHT-IME(n) / ICHT-IME(o)$$

Où :

- C<sub>n</sub> = coefficient de révision ;
- ICHT-IME = « Index du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - base 100 en 2008 », utilisé comme index de référence ;
- ICHT-IME(n) = valeur de l'index du mois au cours duquel s'appliquent les nouveaux prix révisés ;
- ICHT-IME(o) = valeur de l'index de référence au mois zéro (mois de réception des offres).

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire devra transmettre le BPU révisés ainsi que les éléments ayant permis son calcul au plus tard un mois après la date d'application de la révision. Passé cette date, les prix ne pourront plus être révisés jusqu'à la prochaine révision.

## **6 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Avance**

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS.

L'avance peut s'appliquer sur le montant forfaitaire du marché et/ou si les conditions sont réunies sur les bons de commande.

Une avance est accordée lorsque le montant forfaitaire ou pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille euros hors taxe (50.000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à

douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Conformément à l'article R 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, le montant de chacun d'eux est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement (acomptes, soldes) **indiquent impérativement le numéro de commande du Pouvoir Adjudicateur**. A défaut, elles seront retournées au Titulaire.

De plus, chaque facture doit obligatoirement, sous peine de rejet, **comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnée d'un RIB**.

#### **Libellé de facturation :**

Caisse des Dépôts et Consignations  
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses  
56 rue de Lille  
75356 PARIS 07 SP

#### **Facturation électronique :**

**Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim** (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.



Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : [DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr](mailto:DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr)

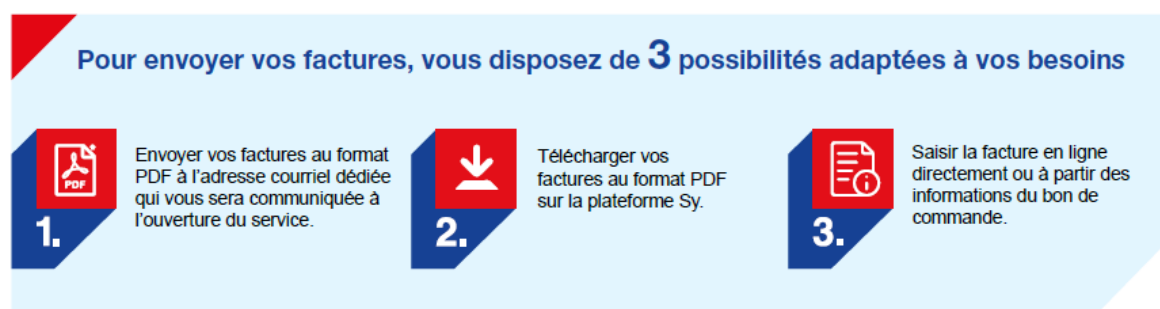
Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

## PORTAIL SY - MODE OPERATOIRE

### Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**  
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**  
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

### Comment utiliser la plateforme SY ?



### Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

### Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;

- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CDC (par exemple *commande CDC* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :)
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

### Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

### Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : [Assistance-SY@caissedesdepots.fr](mailto:Assistance-SY@caissedesdepots.fr)

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du Marché public, le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du Marché public, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du Marché public.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne habilitée par le marché à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application articles R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **8.5 - Déclaration et Paiement des sous-traitants**

#### Désignation de sous-traitants au cours du marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions des articles R.2393-24, R.2393-27 et R.2393-28 du code de la commande publique.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par l'entreprise qui sous-traite en utilisant le formulaire DC4.

Conformément aux articles R.2193-3 à R.2193-10 du code de la commande publique, la demande doit indiquer :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les capacités professionnelles peuvent être établies au moyen de références jugées équivalentes à la prestation sous-traitée ou au moyen de certificat de qualification.

Le montant des travaux sous-traités doit être établi sur la base d'établissement des prix du marché (mois 0 défini au présent CCAP).

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché, l'acte spécial de sous-traitance, ou tout acte spécial modificatif, devra être notifié avec accusé réception au pouvoir adjudicateur.

Les dossiers d'agrément complets et caution solidaire et personnelle (sous-traitance indirecte) devront parvenir pour examen au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage au plus tard 21 jours calendaires avant intervention effective du sous-traitant.

Les dossiers incomplets seront rejetés, le délai d'instruction ne sera pas suspendu. Un nouveau dossier devra donc être soumis au plus tard dans les 21 jours avant l'intervention effective du sous-traitant. Aucun retard de chantier ne pourra être imputé au maître d'œuvre, ou maître d'ouvrage, pour défaut de diligence dans leur instruction si un report d'intervention d'un sous-traitant devait intervenir en cas de non-respect des délais précisés ci-avant.

#### Sous-traitance directe

Pour les sous-traitants directs, au sens de l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux, l'acte spécial indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 et R.2191-62 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements.

#### Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

#### Sous-traitance indirecte

Au sens de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux, le sous-traitant direct ne peut sous-traiter à son tour qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du maître d'ouvrage l'acceptation de son propre sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, par l'établissement d'une déclaration de sous-traitant indirect, reprenant les indications demandées ci-dessus. Le sous-traitant qui sous-traite est considéré comme entrepreneur principal par rapport à son propre sous-traitant.

Le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du maître d'ouvrage ait accusé réception au Titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

## **9 - Conditions d'exécution des travaux**

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

## **9.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

## **9.3 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'ouvrage. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **9.4 - Installation et organisation du chantier**

### **9.4.1 - Installation de chantier**

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **9.4.2 - Signalisation de chantier**

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : le titulaire devra mettre en place la signalétique et le balisage du chantier.

Aucun dispositif de signalisation n'est mis à disposition du Titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

## **9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.5.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais de l'entreprise défaillante, une entreprise de nettoyage extérieure.

Pour tous les autres points, il est fait application des stipulations du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **9.5.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats

d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'ouvrage.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le et le maître d'ouvrage

## **9.6 - Réception des travaux**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux constatation de l'exécution des prestations.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

## **9.7 - Lieu d'exécution**

Les prestations s'exécutent dans les lieux de travail agréés par le Pouvoir Adjudicateur.

## **9.8 - Obligations du Titulaire**

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations du marché conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du marché. Sauf stipulation contraire du marché, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations du marché.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du marché telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à désigner un directeur de projet chargé du suivi global de la prestation. Ce dernier sera l'interlocuteur unique du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même directeur de projet sauf démission ou suspension du contrat de travail du directeur de projet.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du directeur de projet, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre le nom et le profil (CV) du remplaçant au maître d'ouvrage sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution du marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle du marché sans laquelle le maître d'ouvrage n'aurait pas contracté.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du titulaire serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le maître d'ouvrage, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en

affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du titulaire pourront être amenés à travailler dans les locaux du maître d'ouvrage. Ils devront dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra le maître d'ouvrage.

Les intervenants du titulaire pourront participer sur invitation du pouvoir adjudicateur à des réunions de travail concernant les prestations du marché.

## **9.9 - Obligation de confidentialité et de sécurité des données**

Le présent article déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.1.2 du CCAG-FCS qui sont applicables tant qu'elles ne sont pas contraires au présent article ou moins favorables à l'Acheteur que ce dernier.

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents concernant notamment le pouvoir adjudicateur, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

La présente obligation de confidentialité et sécurité demeurera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration du Marché pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité et de sécurité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières du marché :

- le titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non. Le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du Marché. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction.

- le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation a été autorisée par écrit par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant

participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution du marché, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent marché que les objectifs poursuivis par le maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations du maître d'ouvrage ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès de la Caisse des Dépôts.

L'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle du Marché sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues au présent CCAP.

## **9.10 - Obligation de conseil et de mise en garde**

Le Titulaire informe régulièrement le représentant du Pouvoir Adjudicateur concerné de l'avancement de la réalisation des prestations, dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard du Pouvoir Adjudicateur, par une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de ces derniers, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations objet du marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du Pouvoir Adjudicateur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter le Pouvoir Adjudicateur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le Pouvoir Adjudicateur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du marché ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le Pouvoir Adjudicateur ou une personne désignée par ce dernier afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le Pouvoir Adjudicateur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier le Pouvoir Adjudicateur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande du Pouvoir Adjudicateur et à proposer tout complément ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à la CDC aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour le Pouvoir Adjudicateur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

## **9.11 - Garanties des prestations**

### **9.11.1 - Garantie en contrefaçon**



Le titulaire déclare que les créations réalisées et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent marché sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent marché et à octroyer au maître d'ouvrage les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion du marché.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des créations réalisées constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité du maître d'ouvrage ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels le maître d'ouvrage pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais, de toute nature, dépensés par le maître d'ouvrage pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour le maître d'ouvrage d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications du marché.
- soit obtenir l'autorisation pour le maître d'ouvrage de continuer à l'utiliser,
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications du marché et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre du marché, et donc après la cessation du présent marché pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

#### **9.11.2 - Autres garanties**

Le Titulaire sera tenu de justifier qu'il est bien assuré pour les garanties particulières définies ci-après, par la production des polices d'assurances spécifiques qu'il aura préalablement souscrites à cet effet et à sa charge exclusive.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les interventions nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

#### **9.12 - Travail clandestin**

Le titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations du marché soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations du marché, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

#### **9.13 Protection des données à caractère personnel**

Chaque Partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « **Traitement de données personnelles** » jointe au présent document, qui fournit le cadre contractuel applicable au Pouvoir Adjudicateur, agissant chacun comme Responsable de Traitement et le Titulaire, agissant comme sous-traitant du Pouvoir Adjudicateur, au sens de la législation et réglementation en vigueur, au nom et pour le compte duquel il traite les Données.

## **9.14 Clause déontologique**

Le titulaire et ses intervenants réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :  
« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire).

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe. Le titulaire garantit de la même manière l'indépendance de tous ses sous-traitants.

Tout manquement à ces obligations est susceptible d'engager la responsabilité du titulaire et, au-delà des poursuites pénales applicables, d'entraîner la résiliation du marché à ses torts.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

Des vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les réceptions intermédiaires ne valent pas réception définitive telle que définie à l'article 27 et 28.2 du CCAG-FCS. La réception définitive des prestations est prévue au terme de la dernière opération. Ainsi par dérogation à l'article 28.2 al.3 du CCAG-FCS, le point de départ du délai des opérations de vérification est la date de fin de la dernière opération prévue par le CCTP.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S. La signature d'un bon de livraison ou de retrait ou de tout autre document assimilé émis par le titulaire ne vaut pas décision d'admission des prestations.

## **11 - Pénalités**

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent sous réserve des stipulations du présent article.

### **11.1 - Conditions générales d'application**

Sauf stipulation contraire, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au moment où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par la CDC conformément aux stipulations contractuelles de l'article 4.2 du présent CCAP, force majeure ou en application de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

Les pénalités peuvent être cumulées.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de la CDC à appliquer les pénalités.

Il est précisé que l'application des pénalités ne restreint pas le droit du Pouvoir Adjudicateur de résilier le marché public en application des stipulations contractuelles.

Nonobstant l'application des pénalités, la CDC se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

## 11.2 - Pénalités pour retard

Dans le cas où la CDC constaterait des retards pouvant remettre en cause la bonne exécution du marché des pénalités de retard seront appliquées.

La CDC pourra notamment retenir sur ses paiements au Titulaire les pénalités de retard dues.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard suivantes :

Sujet	Indicateurs	Objectifs	Données / moyens d'analyse	Pénalités associées
Réunions	Présence aux réunions (lancement, travaux et suivi)	Aucune absence	Absence signifiée par écrit (mail, courrier, ...) dans la semaine qui suit	100 € par absence
Réactivité	Retards sur intervention en cas de panne	Aucun dépassement de délai défini au CCTP	Retard signifié par écrit (mail, courrier, ...) dans la semaine qui suit ou issue de la plateforme de supervision	200 € par jour calendaires de retard
	Retards sur réparation et de remise en service	Aucun dépassement de délai défini au CCTP	Retard signifié par écrit (mail, courrier, ...) dans la semaine qui suit ou issue de la plateforme de supervision	
Performances	Disponibilité mensuelle de chaque point de charge >90%	Continuité de service	Sur la base des données collectées par le système de supervision	300 € par indicateur de performance non atteint et par trimestre (forfaitaire)
	Taux mensuel de recharge réussi >95%	Continuité de service		
	Respect de la garantie d'un minimum de perte d'énergie	Performance énergétique du système		

Transmission des documents	Remise de devis	Aucun dépassement de délai défini au CCTP ou convenu avec l'acheteur	Sur simple constatation	200 € par retard et par document
	Remise du compte-rendu d'activité trimestriel	Rapport transmis		
	Remise du bilan annuel			
	Envoi du planning mensuel d'intervention préventive	Délai de prévenance de 2 semaines avant intervention		
	Envoi de tout autre document demandé dans le CCTP	Aucun dépassement de délai convenu en amont avec la MOA		
Respect des plannings	Taux de maintenance préventive réalisée dans les délais planifiés	90% de la maintenance préventive réalisée dans les délais (mesure semestrielle) 100% de la maintenance préventive réalisée du trimestre précédent	Données issues des rapports transmis et/ou disponibles sur la plateforme	400 € par semestre (forfaitaire)
	Travaux réalisés dans les délais impartis	Aucun dépassement du délai convenu en amont avec la MOA	Retard signifié par écrit (mail, courrier, ...) au courant des travaux en cours	100 € par jour calendaires de retard
Respect des consignes	Consignes d'hygiène et de propreté	Aucune réclamation	Nombre de réclamations signifiées par écrit (mail, courrier, ...) dans le trimestre et validées en réunion de suivi	100 € par réclamation
	Consignes de sécurité			

## 12 - Responsabilités et Assurances

### 12.1 - Responsabilités

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire et tout intervenant chargé de l'installation, de l'exploitation ou de la maintenance des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) devront disposer d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant explicitement les activités liées à l'ingénierie, à

l'installation, au raccordement électrique, à la supervision, à la maintenance et à l'exploitation des bornes IRVE. Cette mention spécifique "IRVE" devra figurer clairement dans l'attestation d'assurance, laquelle devra être produite avant tout démarrage de prestation. À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'intervention de l'opérateur concerné ou d'exiger la souscription d'une police complémentaire sans que cela ouvre droit à indemnisation ou à délai supplémentaire. Le défaut de remise d'une attestation conforme pourra constituer un motif de résiliation du marché pour manquement aux obligations contractuelles.

## 12.2 - Assurances

### 12.2.1 Assurance responsabilité civile

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au Pouvoir Adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord du Pouvoir Adjudicateur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire doit en conséquence transmettre au Pouvoir Adjudicateur une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes. Cette pièce doit être envoyée sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la Caisse des dépôts pour la collecte des documents légaux.

Lors de l'exécution de l'Accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer le Pouvoir Adjudicateur, à la même adresse, dans un délai d'**un (1) mois**. Si cette nouvelle police est jugée insuffisante, l'Accord-cadre pourra être résilié.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

### 12.2.2 Assurance phase travaux

Le Titulaire prend l'engagement de ne faire dans les sites aucune démolition, aucun percement de mur, de plancher et de façade, aucun changement de distribution, aucune modification des installations techniques de base, aucune construction sans l'autorisation expresse et écrite du la CDC et l'obtention des autorisations administratives ou autres éventuellement nécessaires.

Avant tout début de travaux excédant les travaux d'entretien courant à réaliser, donc de travaux impactant la structure du bâtiment qui relèveraient du champ d'application de la loi du 4 Janvier 1978, le Titulaire devra adresser à la CDC un dossier comprenant :

- un descriptif des travaux et équipements prévus (pièces écrites et pièces graphiques) ;
- un calendrier des travaux ;
- un dossier de sécurité (si nécessaire) ;
- un projet de demande d'autorisation administrative (si nécessaire).

Ces documents devront être établis, à la charge du Titulaire, par un maître d'œuvre et, si nécessaire, validés par un contrôleur technique.

Le Titulaire supportera seul toutes les conséquences financières des dommages pouvant découler des travaux qu'il réalisera et indemniser la CDC de tout préjudice que celui-ci pourrait subir du fait desdits travaux, et ce même si les travaux ou les entreprises ont été approuvés par la CDC.

Les travaux ne pourront être engagés qu'après l'envoi de ce dossier et sous réserve de l'accord exprès de la CDC, lequel ne pourra refuser son accord que pour des motifs justifiés.

Le Titulaire devra, en fonction de la nature des travaux envisagés, souscrire ou faire souscrire les assurances constructions détaillées ci-dessous :

- le cas échéant, une assurance tous risques chantier (T.R.C.) portant sur l'intégralité des travaux neufs et comportant une extension de couverture incluant les dommages aux existants ainsi que la responsabilité civile Maître d'ouvrage pour les dommages causés aux tiers du fait de l'exécution des travaux, pour des montants appropriés.

- dans le cas où les Travaux et aménagements du Titulaire relèveraient du champ d'application de la loi du 4 Janvier 1978, le Titulaire devra souscrire les polices d'assurance suivantes :

- o une assurance dommages-ouvrage (D.O.), s'il effectue des travaux affectant le gros œuvre, et ce conformément à l'obligation édictée par la Loi 78/12 du 4 janvier 1978 avec une extension de couverture incluant la garantie de bon fonctionnement des biens d'équipement, les dommages immatériels et les dommages aux existants, pour des montants appropriés ;

- o une assurance Responsabilité Civile Maître d'Ouvrage (R.C.M.O) tant pour son compte que pour le compte de la CDC, et couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber au Titulaire ou à la CDC du fait des travaux et de leur qualité de maître de l'ouvrage du fait de la survenance de dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers.

Il est précisé qu'au titre de cette police, le Titulaire et la CDC sont considérés comme tiers entre eux

- o une police d'assurance Responsabilité Civile « constructeur non réalisateur » selon l'obligation qui lui en est faite au titre de l'article L 242-2 du Code des assurances.

Au titre de ces polices, le Titulaire est seul responsable du paiement des primes afférentes et supportera seul la charge des franchises éventuelles ainsi que des éventuelles conséquences de clauses de non garantie ou d'exclusion sans que cela puisse constituer une cause d'exonération quelconque à l'égard de la CDC.

Le démarrage des travaux du Titulaire est subordonné à la transmission préalable à la CDC des attestations justifiant de la souscription des assurances précitées et du paiement des primes.

Le Titulaire devra réaliser ou faire réaliser ses travaux en se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art, en employant de bons matériaux et en respectant les documents approuvés par la CDC.

Ces travaux ne devront entraîner aucune gêne pour, le cas échéant, les autres occupants de l'Immeuble et pour les occupants des immeubles voisins.

Les travaux devront être exécutés :

- par des entreprises qualifiées et expérimentées ayant souscrit des assurances adéquates pour des montants appropriés par rapport au chantier. A cet égard, le Titulaire devra justifier à la CDC de la souscription, tant par lui-même que par ses entreprises et hommes de l'art, des polices d'assurance appropriées avant le commencement des travaux ; et

- sous la responsabilité du maître d'œuvre du Titulaire, préalablement agréé par la CDC, afin que celui-ci puisse s'assurer de la conformité des travaux avec les documents approuvés. Les frais et honoraires du maître d'œuvre seront intégralement supportés par le Titulaire.

Il est en outre précisé que la supervision des travaux pourra, le cas échéant et selon la nature des travaux, être également effectuée par un bureau de contrôle sous la responsabilité de la CDC.

Le Titulaire devra fournir, après exécution des travaux, les plans de récolement des ouvrages exécutés et, le cas échéant, le rapport final du bureau de contrôle.

Le Titulaire garantira la CDC de toute responsabilité que celui-ci pourrait encourir vis-à-vis de toute personne, à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs qui pourraient être directement ou indirectement provoqués par les travaux du Titulaire.

En cas de survenance de dommages de la nature de ceux visés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil, même si leur survenance a lieu pendant la période de un an de garantie de parfait achèvement prévue par l'article 1792-6 du Code civil, le Titulaire ou ses ayants-droits devront en faire la déclaration à l'assureur émetteur de la police « Dommages-Ouvrages » conformément au paragraphe A, alinéa 3 du chapitre « Obligations Réciproques des Parties » de l'annexe II à l'article A 243-1 du Code des assurances.

Le Titulaire est tenu de prendre en charge, avec l'accord exprès la CDC et de ses Assureurs, toutes les mesures conservatoires nécessaires pour ne pas aggraver l'étendue des dommages constatés, même s'il n'en résulterait aucun dégât apparent.

Le Titulaire devra informer la CDC de l'avancement des réparations jusqu'à leur réception.

## **13 - Résiliation du contrat**

### **13.1 - Conditions de résiliation**

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, prononcée sans mise en demeure, le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges et langues**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français (hormis les annexes techniques qui peuvent être uniquement rédigées en langue anglaise).

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## **15 - Clauses complémentaires**

### **15.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement à la LCB-FT**

Le Pouvoir Adjudicateur est, aux termes de l'article L. 561-2 du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé du fait que le Pouvoir Adjudicateur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, le Pouvoir Adjudicateur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

### **15.2 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur**

Le Pouvoir Adjudicateur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer au Pouvoir Adjudicateur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents du Pouvoir Adjudicateur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

### **15.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption**

Le Pouvoir Adjudicateur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.



Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujéti.

- **Conflits d'intérêts :**

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :  
« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

**Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.** Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe. Le titulaire garantit de la même manière l'indépendance de tous ses sous-traitants.

Tout manquement à ces obligations est susceptible d'engager la responsabilité du titulaire et, au-delà des poursuites pénales applicables, d'entraîner la résiliation du marché à ses torts.

## **15.4 - Régularité administrative du Titulaire**

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la Caisse des dépôts pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre, :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF.**
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

## **15.5 - Changement de circonstances**

Il est convenu que, pendant toute la durée du marché, le titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet du marché aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique du marché, les parties conviendront de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le titulaire, sans obligation pour le pouvoir adjudicateur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre du marché dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

## **16 - Encadrement des flux financiers du contrat**

### **16.1 Gestion des demandes de subvention par le titulaire**

Le Titulaire prendra à sa charge, pour le compte de la CDC, l'instruction et le dépôt de dossiers liés à l'obtention de subventions en lien avec l'objet de l'accord-cadre. Il veillera dans la mesure du possible à ce que les équipements utilisés dans le cadre du contrat et les modalités de leur mise en œuvre respectent les conditions d'éligibilité aux dites subventions.

Il devra informer la CDC des démarches entreprises et des résultats obtenus.

Les modalités de transfert de ces subventions à la CDC seront précisées en cours d'exécution du présent contrat et seront précisées dans la convention de flux financiers décrite à l'article 16.2 du présent document.

### **16.2 Conventionnement des flux financiers**

Il sera conclu entre les parties une convention relative aux flux financiers prévoyant les modalités encadrant la faculté d'encaissement des recettes usagers par le Titulaire du marché ainsi que le reversement des subventions inhérentes à l'implantation des bornes au bénéfice de la CDC.

## 17- Reporting RSE

Le titulaire doit fournir un rapport semestriel détaillant ses performances en matière de RSE, incluant les indicateurs clés de performance (KPI) relatifs aux déchets, aux déplacements.

Le Titulaire s'engage à fournir également un reporting mensuel sur l'impact environnemental de l'activité de recharge opérée via les bornes mises à disposition. Le Titulaire transmettra, notamment les éléments suivants :

- Volume total d'énergie délivrée (en kWh) par borne et par jour ;
- Taux d'utilisation des bornes sur les différentes plages horaires ;
- Origine de l'électricité (mix énergétique utilisé, si disponible) ;
- Émissions de CO2 générées par l'activité de recharge, calculées selon les facteurs d'émission en vigueur (ex. Base Carbone de l'ADEME) ;
- Émissions liées à la maintenance (déplacements, pièces remplacées, etc.) ;
- Actions d'optimisation environnementale mises en œuvre ou prévues (ex. maintenance prédictive, optimisation des trajets, etc.).

## 18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG- FCS ;
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.